

Ion Beam Applications ("IBA")

Etats financiers consolidés condensés
intermédiaires IFRS au 30 juin 2013

Etats financiers consolidés condensés intermédiaires IFRS

Conformément à IAS 34, IBA S.A. a choisi de publier ses états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2013 sous forme condensée.

Informations générales	3
Etat de la situation financière consolidée intermédiaire au 30 juin 2013	5
Compte de résultats consolidé intermédiaire pour le semestre se terminant au 30 juin 2013	6
État consolidé intermédiaire du résultat global pour le semestre se terminant au 30 juin 2013	8
État consolidé intermédiaire de variation des fonds propres.....	9
Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie pour le semestre se terminant au 30 juin 2013..	10
Notes aux états financiers consolidés condensés intermédiaires.....	11
1. États financiers - base de préparation	11
2. Périmètre de consolidation et impact des changements dans la composition du groupe.....	166
3. Estimations et jugements comptables déterminants	21
4. Secteurs opérationnels.....	277
5. Résultat par action	288
6. Autres informations sélectionnées	3030
7. Rapport de gestion semestriel	37
Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires IFRS au 30 juin 2013.....	47

Informations générales

Ion Beam Applications S.A. (la “Société”), fondée en 1986, avec ses filiales (dénommées ensemble le “Groupe” ou “IBA”) s’emploie à faire avancer les technologies indispensables au diagnostic et au traitement du cancer et fournit des solutions efficaces et fiables d’une précision inégalée. IBA apporte également des réponses novatrices visant à améliorer l’hygiène et la sécurité de tous les jours.

IBA est organisée en deux segments d’activités afin de gérer ses activités et de contrôler leurs performances financières.

Le segment **Protonthérapie/Accélérateurs de particules** qui constitue la base technologique des métiers du Groupe et englobe le développement, la fabrication et les services associés aux accélérateurs de particules industriels et médicaux et des systèmes de protonthérapie.

Le segment **Dosimétrie** qui offre des instruments de mesure et d’assurance qualité pour la radiothérapie et l’imagerie médicale permettant au personnel soignant de vérifier que l’équipement utilisé donne les doses prévues à l’endroit visé.

La Société est une société anonyme constituée et domiciliée en Belgique. L’adresse du siège social est: Chemin du Cyclotron, 3 à B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.

La Société est cotée sur la bourse paneuropéenne Euronext et fait partie de l’indice BEL Small.

En conséquence, IBA s’est engagée à adopter certaines règles qui améliorent la qualité des informations financières mises à la disposition du marché. Ces règles incluent :

- La publication de son rapport annuel, y compris les états financiers consolidés annuels audités dans les quatre mois suivant la fin de l’exercice;
- La publication d’un rapport semestriel couvrant les six premiers mois de l’exercice concerné, dans les deux mois suivant la fin du deuxième trimestre;
- La publication de ses états financiers consolidés semestriels et annuels sous IFRS;
- L’audit de ses états financiers consolidés annuels par ses auditeurs dans le respect des normes internationales d’audit édictées par l’International Federation of Accountants (désignée sous l’abréviation “IFAC”).

Ces états financiers consolidés condensés intermédiaires ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 27 août 2013. Le Conseil d'administration d'IBA est composé comme suit :

Administrateurs internes : Messieurs Olivier Legrain, Yves Jongen et Saint-Denis SA représenté par M. Pierre Mottet. M. Olivier Legrain est Administrateur Délégué et Chief Executive Officer. Olivier Legrain a été nommé administrateur interne lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 9 mai 2012, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2016 qui statuera sur les comptes de 2015. M. Yves Jongen est Administrateur Délégué et Chief Research Officer. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 mai 2013 et expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes 2016. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 mai 2013 a pris acte de la reprise du mandat de M. Pierre Mottet par Saint-Denis SA, représenté par Pierre Mottet, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2015 qui statuera sur les comptes de 2014.

Administrateurs indépendants : Consultance Marcel Miller SCS représenté par Marcel Miller, Windi SPRL représentée par M. Yves Windelincx, le Professeur Mary Gospodarowicz, et Katleen Vandeweyer Comm. V. représenté par Katleen Vandeweyer. Le mandat de Consultance Marcel Miller SCS représenté par Marcel Miller en tant qu'administrateur indépendant a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 9 mai 2012, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2016 qui statuera sur les comptes de 2015. Le mandat de Windi SPRL représentée par M. Yves Windelincx en tant qu'administrateur indépendant a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 11 mai 2011, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2015 qui statuera sur les comptes de 2014. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 mai 2013 a ratifié la nomination du Professeur Mary Gospodarowicz par le conseil d'administration du 29 août 2012, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes 2016. Katleen Vandeweyer Comm. V. représenté par Katleen Vandeweyer a été nommée administrateur indépendant lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 mai 2013, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2014 qui statuera sur les comptes 2013.

Autres administrateurs : Bayrime SA représenté par M. Eric de Lamotte et M. Pierre Scaillet. Le mandat de Bayrime SA représenté par M. Eric de Lamotte en tant qu'autre administrateur a été renouvelé lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 mai 2013 et expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2017 qui statuera sur les comptes 2016. M. Pierre Scaillet a été nommé en tant qu'autre administrateur lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 8 mai 2013, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2014 qui statuera sur les comptes 2013.

Le Conseil d'administration d'IBA agit conformément aux directives définies dans sa Charte de gouvernance telle qu'approuvée par la réunion du Conseil d'Administration du 1er avril 2010. Une copie de la charte peut être consultée sur le site Internet d'IBA (www.iba-worldwide.com).

Etat de la situation financière consolidée intermédiaire au 30 juin 2013

Le Groupe a choisi de présenter son bilan sur une base courant/non courant. Les notes des pages 11 à 37 font partie intégrante de ces états financiers consolidés condensés intermédiaires.

	Note	31 décembre 2012 (EUR '000)	30 juin 2013 (EUR '000)
ACTIF			
Goodwill	6.3	3 878	3 844
Autres immobilisations incorporelles	6.3	8 949	9 082
Immobilisations corporelles	6.3	10 203	8 211
Sociétés mises en équivalence		31 256	33 486
Autres investissements		465	437
Actifs d'impôts différés		13 624	15 941
Actifs financiers à long terme		5	1
Autres actifs à long terme		26 213	21 377
Actifs non courants		94 593	92 379
Stocks et commandes en cours d'exécution	6.5	83 923	102 135
Créances commerciales		49 371	35 225
Autres créances		80 398	49 672
Actifs financiers à court terme		121	104
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.2	42 494	17 522
Actifs destinés à être cédés	2.3	35 299	38 031
Actifs courants		291 606	242 689
TOTAL DE L'ACTIF		386 199	335 068
PASSIF			
Capital souscrit	6.9	38 420	38 509
Primes d'émission	6.9	25 032	25 178
Actions propres		-8 612	-8 612
Réserves		9 756	11 483
Ecarts de conversion		-10 135	-10 286
Résultats reportés		3 831	7 967
Réserves des actifs destinés à être cédés		- 632	- 610
Capitaux propres et réserves		57 660	63 629
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
FONDS PROPRES		57 660	63 629
Dettes à long terme	6.4	36 814	41 154
Passifs financiers à long terme		1 868	1 925
Passifs d'impôts différés		1 083	1 104
Provisions à long terme	6.10	19 377	10 636
Autres dettes à long terme		861	958
Passifs non courants		60 003	55 777
Provisions à court terme	6.10	46 917	26 064
Dettes à court terme	6.4	33 665	38 471
Passifs financiers à court terme		1 041	111
Dettes commerciales		45 947	38 611

Dettes fiscales		1 741	2 559
Autres dettes	6.7	127 755	98 556
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	2.3	11 470	11 290
Passifs courants		268 536	215 662
TOTAL DETTES		328 539	271 439
TOTAL DU PASSIF		386 199	335 068

Compte de résultats consolidé intermédiaire pour le semestre se terminant au 30 juin 2013

Le Groupe a choisi de présenter son compte de résultats selon la fonction des dépenses. Les notes des pages 11 à 37 font partie intégrante de ces états financiers consolidés condensés intermédiaires IFRS.

	Note	30 juin 2012 (EUR '000)	30 juin 2013 (EUR '000)
Ventes et prestations		106 091	97 379
Coût des ventes et prestations		63 765	56 269
Marge brute		42 326	41 110
Frais de ventes et de marketing		9 944	8 851
Frais généraux et administratifs		14 793	14 440
Frais de recherche et développement		11 248	9 528
Autres charges d'exploitation	6.8	22 562	5 625
Autres (produits) d'exploitation	6.8	- 180	- 910
Charges financières		4 728	3 126
(Produits) financiers		-3 990	-2 619
Quote-part dans la perte/(bénéfice) des entités mises en équivalence		1 766	1 954
Résultat avant impôts		-18 545	1 115
Charges/(produits) d'impôts	6.12	3 128	- 679
Résultat de la période des activités poursuivies		-21 673	1 794
Bénéfice/(perte) de la période des activités destinées à être cédées	2.3	20 266	2 335
Bénéfice/(perte) de la période		-1 407	4 129
Attribuable aux:			
Propriétaires de la société mère		-1 407	4 129

Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
		<hr/>	
Résultat par action des activités poursuivies et destinées à être cédées (€ par actions)			
		<hr/>	
- de base	5.1	-0,052	0,155
- dilué	5.2	-0,052	0,154
		<hr/>	
Résultat par action des activités poursuivies (€ par action)			
		<hr/>	
- de base	5.1	-0,812	0,067
- dilué	5.2	-0,807	0,067
		<hr/>	
Résultat par action des activités destinées à être cédées (€ par action)			
		<hr/>	
- de base	5.1	0,760	0,088
- dilué	5.2	0,755	0,087
		<hr/>	

NB le compte de résultats consolidé présenté ci-dessus considère les transactions entre les activités destinées à être cédées et cédées et les activités poursuivies comme des transactions entre tiers.

État consolidé intermédiaire du résultat global pour le semestre se terminant au 30 juin 2013

	30 juin 2012 (EUR '000)	30 juin 2013 (EUR '000)
Résultat de la période	-1 407	4 129
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente	-1 350	2
Reclassification des mouvements de réserves enregistrés dans le compte de résultats pour les activités cédées	835	0
Mouvements des réserves de couverture stratégiques	- 587	638
Mouvements des réserves pour avantages postérieurs à l'emploi	363	- 4
Mouvements des sociétés mises en équivalence	- 80	95
Reclassification des mouvements des écarts de conversion enregistrés dans le compte de résultats pour les activités cédées	-1 722	0
Mouvements des écarts de conversion	371	187
Mouvements relatifs au financement permanent	356	104
Résultat net comptabilisé directement dans les fonds propres	-1 814	1 022
Résultat global	-3 221	5 151
dont:		
Part des propriétaires de la Société mère	-3 221	5 151
Part des participations ne donnant pas le contrôle des activités destinées à être cédées	0	0

En raison du niveau des pertes fiscales disponibles, IBA n'a pas calculé d'impôts différés sur des éléments crédités ou débités directement dans le résultat global.

État consolidé intermédiaire de variation des fonds propres

EUR '000	Imputable aux propriétaires de la société mère						Résultats reportés	Réserves liées aux actifs destinés à être cédés	Participations ne donnant pas le contrôle	Total fonds propres
	Capital souscrit	Primes d'émission	Actions propres	Réserves de couverture	Autres réserves ⁽¹⁾	Écarts de conversion ⁽¹⁾				
Solde au 1er janvier 2012	38 408	126 366	-8 612	-1 683	13 541	-9 282	-91 687	524	1 143	68 718
Produits/(charges) nets comptabilisés directement en fonds propres	0	0	0	- 587	- 232	- 995	0	0	0	-1 814
Bénéfice/(perte) de la période	0	0	0	0	0	0	-1 407	0	388	-1 019
Résultat global de la période	0	0	0	- 587	- 232	- 995	-1 407	0	388	-2 833
Dividendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
collaborateurs & paiement fondé sur des	0	0	0	0	610	0	0	0	0	610
Activités cédées	0	0	0	0	-1 198	1 722	0	-524	0	0
Acquisitions & ventes d'actions propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 531	-1 531
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	62	0	0	62
primes d'émission	1	27	0	0	0	0	0	0	0	28
Solde au 30 juin 2012	38 409	126 393	-8 612	-2 270	12 721	-8 555	-93 032	0	0	65 054
Solde au 1er janvier 2013	38 420	25 032	-8 612	-2 750	12 506	-10 135	3 831	- 632	0	57 660
Produits/(charges) nets comptabilisés directement en fonds propres	0	0	0	638	513	- 151	0	22	0	1 022
Bénéfice/(perte) de la période	0	0	0	0	0	0	4 129	0	0	4 129
Résultat global de la période	0	0	0	638	513	- 151	4 129	22	0	5 151
Dividendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
collaborateurs & paiement fondé sur des	0	0	0	0	576	0	0	0	0	576
Activités cédées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquisitions & ventes d'actions propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	7	0	0	7
primes d'émission	89	146	0	0	0	0	0	0	0	235
Solde au 30 juin 2013	38 509	25 178	-8 612	-2 112	13 595	-10 286	7 967	- 610	0	63 629

⁽¹⁾ Un transfert à l'ouverture au 1er janvier 2012 s'est produit entre les comptes "autres réserves" et "écarts de conversion"

Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie pour le semestre se terminant au 30 juin 2013

Le groupe a choisi de présenter le tableau des flux de trésorerie en appliquant la méthode indirecte. Les notes des pages 11 à 37 font partie intégrante de ces états financiers consolidés condensés intermédiaires.

	30 juin 2012 ⁽²⁾ (EUR '000)	30 juin 2013 ⁽²⁾ (EUR '000)
TRESORERIE D'EXPLOITATION		
Bénéfice/(perte) net de la période	-1 407	4 129
Ajustements pour:		
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations corporelles	6.3 1 534	1 047
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles	6.3 981	1 157
Réductions de valeur sur créances	469	296
Variations dans la juste valeur ((gains)/pertes) des actifs financiers	1 009	- 215
Variations des provisions	17 562	5 039
Impôts différés	6.10 1 486	-2 257
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	1 766	1 558
(Gain)/perte réalisé sur cession d'actifs destinés à être cédés	-25 576	0
Autres éléments non décaissés/(non encaissés)	-1 710	-1 263
Variation nette de la trésorerie avant variation du fond de roulement	-3 886	9 491
Créances commerciales, autres créances et comptes de régularisation de l'actif	-33 185	-7 357
Stocks et commandes en cours	-21 373	-7 753
Dettes commerciales, autres dettes et comptes de régularisation du passif	6 119	-9 114
Autres actifs et passifs à court terme	-5 638	-11 058
Variation du fonds de roulement	-54 077	-35 282
Impôts sur le résultat payés/reçus nets	0	0
Intérêts payés/Intérêts reçus	- 30	569
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	-57 993	-25 222
TRESORERIE D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles - activités poursuivies	6.3 - 684	- 717
Acquisitions d'immobilisations corporelles - activités destinées à être cédées	- 122	- 346
Acquisitions d'immobilisations incorporelles - activités poursuivies	6.3 -1 387	-1 294
Acquisitions d'immobilisations incorporelles - activités destinées à être cédées	- 13	- 13
Cessions d'immobilisations	5	113
Acquisitions de filiales, hors trésorerie acquise	0	0
Acquisitions d'autres investissements et d'entités mises en équivalence	-21 304	0
Cessions de filiales et d'entités mises en équivalence et autres investissements net de la trésorerie cédée	2.3 75 809	169
Acquisitions d'actifs financiers non-courants et crédit accordé	0	0
Autres flux d'investissement	-1 630	-5 014
Variation nette de la trésorerie d'investissement	50 674	-7 102
TRESORERIE DE FINANCEMENT		
Nouveaux emprunts	6.4 18 252	10 000
Remboursements d'emprunts	6.4 - 125	-1 356
(Intérêts payés) / intérêts reçus nets	- 721	- 571
Augmentation de capital (ou produits de l'émission d'actions ordinaires)	19	235
Acquisitions d'actions propres	0	0
Dividendes payés	0	0
Autres flux de financement	1 628	140
Variation nette de la trésorerie de financement	19 053	8 448
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	20 410	45 733
Variation nette de trésorerie	11 734	-23 876
Écarts de conversion sur trésorerie et équivalents de trésorerie	- 123	- 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	32 021	21 602

⁽²⁾ Les flux de trésorerie au 30 juin 2012 et 2013 comprennent les flux de trésorerie des activités destinées à être cédées. L'impact sur les flux de trésorerie des activités destinées à être cédées est repris à la note 2.3

Notes aux états financiers consolidés condensés intermédiaires

1. États financiers - base de préparation

1.1 Base de préparation

Ces états financiers consolidés condensés intermédiaires d'IBA portent sur le semestre se terminant le 30 juin 2013. Ils ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire".

Les états financiers consolidés condensés intermédiaires ne contiennent pas toutes les informations et divulgations requises dans les états financiers annuels et devraient être lus en combinaison avec les états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2012.

1.2 Changement dans les règles de comptabilisation

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels consolidés résumés sont conformes à ceux suivis pour la préparation des comptes annuels du Groupe au 31 décembre 2012 à l'exception des nouvelles normes et interprétations adoptées à compter du 1er janvier 2013 reprises ci-dessous :

- IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation des Actifs/Passifs Financiers
- IFRS 13 Evaluation de la Juste valeur
- IAS 1 Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments du résultat global
- IAS 12 Impôt différé : Recouvrement des actifs
- IAS 19 Avantages au Personnel (amendé)
- IFRIC 20 Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert
- Améliorations annuelles aux IFRS (publié en mai 2012)

Lorsque l'adoption de la norme ou de l'interprétation est réputée avoir un impact sur les états financiers ou la performance du Groupe, son impact est décrit ci-dessous:

IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation des Actifs / Passifs Financiers

Ces amendements exigent la présentation d'informations additionnelles sur l'ensemble des instruments financiers comptabilisés qui ont été compensés dans le respect du paragraphe 42 d'IAS 32. Les amendements requièrent également des informations sur les instruments financiers sujets à des accords de compensation exécutoires et à des contrats similaires, même s'ils ne sont pas compensés selon l'IAS 32. Comme le Groupe ne compense pas des instruments financiers dans le respect de l'IAS 32 et qu'il n'a

pas d'accord de compensation significatif, l'amendement n'a pas d'impact sur les notes aux états financiers du Groupe.

IFRS 13 Evaluation de la Juste valeur

L'objectif de cette norme est de fournir, dans un document unique, les règles applicables à l'ensemble des évaluations à la juste valeur requises par les IAS/IFRS. La norme ne constitue pas un changement des possibilités d'utilisation de la juste valeur dans les états financiers. L'application de l'IFRS 13 n'a pas d'impact matériel sur le Groupe.

IFRS 13 exige également la présentation d'informations précises sur les justes valeurs, dont certaines remplacent les obligations d'information déjà existantes dans d'autres normes, y compris la norme IFRS 7. Certaines de ces informations sont spécialement demandées pour les instruments financiers régulés par la norme IAS 34.16A (j), ce qui affecte la période des états financiers consolidés intermédiaires. Le Groupe a fourni ces informations dans les notes 3.9, 3.10 et 3.11.

IAS 1 Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments du résultat global

L'amendement modifie le regroupement des éléments composant les « autres éléments du résultat global ». Les éléments qui pourraient être reclassés (« ou recyclés ») vers le compte de résultat à un moment donné seraient présentés distinctement des éléments qui ne seront jamais reclassés vers le compte de résultat. Cet amendement affecte seulement la présentation et n'a pas d'incidence sur la situation financière ou les résultats du Groupe.

IAS 12 Impôt sur le résultat: Recouvrement des actifs d'impôt

La norme amendée clarifie la détermination de l'actif d'impôts différés liés aux immeubles de placements évalués à la juste valeur. L'amendement introduit une présomption réfutable sur le fait que l'impôt différé sur les immeubles de placement évalué selon le modèle de la juste valeur en IAS 40 devrait être déterminé sur la base que sa valeur de réalisation se fera par la vente de ce placement. En outre, le changement introduit également la présomption de vente dans la valorisation d'impôts reportés évalués selon le modèle de la réévaluation défini dans IAS 16. L'amendement n'a pas eu d'impact sur la situation financière ou les résultats du Groupe.

IAS 19 Avantages au Personnel (amendé)

IAS 19R comprend de nombreux amendements couvrant de multiples changements sur la comptabilisation des régimes à prestations définies, incluant, entre autre, (i) l'abandon de la méthode du « corridor »; (ii) les rendements attendus sur les actifs des régimes ne sont plus reconnus dans le compte de résultats, en lieu et place, les intérêts sur le passif (actif) net au titre des prestations définies sont reconnus en compte de résultats et sont calculées en utilisant un taux d'escompte afin d'estimer les obligations au titre des prestations définies, et ; (iii) les coûts des services du passé non investis sont maintenant reconnus dans le compte de résultats à la première des deux dates suivantes, soit lorsque l'amendement intervient ou à la reconnaissance des coûts de restructuration ou de terminaison. D'autres amendements sont relatifs à de nouvelles notes telles que des notes relatives à des analyses de sensibilité sur les risques. L'impact de l'IAS19 amendé n'est pas significatif sur les résultats du Groupe

étant donné que le Groupe n'utilisait déjà pas auparavant le mécanisme du corridor. Il n'y avait pas des coûts des services du passé non investis et les plans ne sont pas financés.

IFRIC 20 Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert

IFRIC 20 s'applique aux coûts engendrés suite à l'élimination des déchets (stripping) résultant de l'activité minière de surface, pendant la phase de production de la mine. L'interprétation de la norme traite de la manière dont l'activité de découverte doit être comptabilisée. Cette interprétation n'a pas d'incidence sur la situation financière et la performance du Groupe au 30 juin 2013.

En mai 2012, l'IASB a publié les améliorations du cycle 2009-2011 de ses normes et interprétations, principalement en vue d'éliminer les incohérences et clarifier le libellé. Lorsque l'adoption d'une amélioration est réputée avoir un impact sur les états financiers ou la performance du Groupe, son impact est décrit ci-dessous:

- IAS 1 Présentation des Etats Financiers: l'amendement précise la différence entre les informations comparatives additionnelles fournies de manière volontaire et le minimum requis d'informations additionnelles. Une entité doit inclure des informations comparatives dans ses notes concernées aux états financiers lorsqu'elle fournit de manière volontaire des informations comparative en plus du minimum requis d'informations comparatives pour la période. Les informations additionnelles ne doivent pas être présentées dans un jeu complet d'états financiers. Un état d'ouverture de la situation financière (défini comme un « troisième bilan ») doit être présenté lorsqu'une entité applique de manière rétroactive une règle de comptabilisation, fait des retraitements rétroactifs, ou reclassifie des éléments dans ses états financiers, effectue d'autres changements qui ont des impacts significatifs sur l'ouverture de l'état de la situation financière de la période précédente. L'amendement précise qu'un troisième bilan ne doit pas être accompagné d'informations comparatives dans les notes concernées. Les améliorations ne sont pas applicables au Groupe.
- IAS 16 Immobilisations Corporelles: L'amendement précise que les pièces de rechange stratégiques et le matériel d'entretien qui répondent à la définition d'immobilisations corporelles ne sont pas repris au niveau de l'inventaire. Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur le Groupe.
- IAS 32 Instruments Financiers: Présentation: L'amendement précise que les impôts sur les bénéfices découlant des distributions aux actionnaires sont comptabilisés conformément à la norme IAS 12. L'amendement supprime les exigences fiscales existantes de la norme IAS 32 et exige que les sociétés appliquent les dispositions d'IAS 12 pour l'impôt sur le revenu résultant de distributions aux actionnaires. Cette amélioration n'a pas eu d'incidence sur la situation financière du Groupe.
- IAS 34 Information Financière Intermédiaire: L'amendement précise les exigences de l'IAS 34 concernant l'information sectorielle à fournir sur les actifs et passifs de chaque secteur d'activité afin d'améliorer la cohérence avec les exigences de l'IFRS 8. Les actifs et passifs sectoriels doivent

être renseignés uniquement lorsque leurs montants sont régulièrement communiqués aux décideurs opérationnels du Groupe et qu'il y a un changement important du total des actifs et passifs d'un secteur depuis la dernière clôture annuelle. Le Groupe ne fournit pas de manière régulière de l'information sur les actifs sectoriels aux décideurs opérationnels du Groupe

Les normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur jusqu'à la date de publication des états financiers du Groupe sont énumérées ci-dessous.

La liste des normes et interprétations publiées sont celles dont le Groupe s'attend raisonnablement à ce qu'elles aient une incidence sur la divulgation, la situation financière ou les performances lorsqu'elles seront appliquées ultérieurement. Le Groupe a l'intention d'adopter ces normes et interprétations lorsqu'elles entreront en vigueur.

- IFRS 9 Instruments financiers, effectif au 1^{er} Janvier 2015
- IFRS 10 Etats financiers consolidés, effectif au 1^{er} Janvier 2014
- IFRS 11 Partenariats, effectif au 1^{er} Janvier 2014
- IFRS 12 Informations à fournir sur les participations dans les autres entités, effectif au 1er Janvier 2014
- IFRS 10-12 – Dispositions transitoires, effectif au 1er Janvier 2014
- IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 – Sociétés de placement, effectif au 1er Janvier 2014
- IAS 27 Etats financiers séparés, effectif au 1er Janvier 2014
- IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, effectif au 1er Janvier 2014
- IAS 32 Instruments Financiers: Présentation - Compensation des Actifs/Passifs Financiers, effectif au 1er Janvier 2014
- IAS 36 Perte de valeur sur actifs - Notes sur le montant recouvrable des actifs non financiers, effectif au 1er Janvier 2014
- IFRIC 21 Taxes, effectif au 1er Janvier 2014

1.3 Conversion des états financiers des opérations étrangères

Tous les actifs (goodwill compris) et passifs, tant monétaires que non monétaires, sont convertis au taux de clôture. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de la date de la transaction (taux de change historique) ou au taux moyen du mois.

Les principaux taux de change utilisés sont mentionnés dans le tableau ci-dessous :

	2013		2012	
	Taux de clôture à la fin juin	Taux moyen pour le semestre	Taux de clôture à la fin décembre	Taux moyen pour l'année
USD	1,3080	1,3135	1,3194	1,2860
SEK	8,7773	8,5291	8,5820	8,7043
GBP	0,8572	0,8504	0,8161	0,8113
CNY	8,0280	8,1959	8,2207	8,1054
INR	77,7210	72,0962	72,5600	68,6849
RUB	42,8450	40,6826	40,3295	40,2052
JPY	129,3900	125,3650	113,6100	102,6342
CAD	1,3714	1,2852	1,3137	1,2852

2. Périmètre de consolidation et impact des changements dans la composition du Groupe

Le Groupe IBA se compose de la Société IBA S.A. et de 26 sociétés et entreprises associées dans 10 pays, 21 d'entre elles sont consolidées via l'intégration globale et 5 sont mises en équivalence.

2.1 Liste des sociétés consolidées dans le Groupe IBA

Nom	Siège social	Actifs destinés à être cédés	Pays	Détention (en %) par le Groupe	Variation du % de détention par rapport au 31 décembre 2012
IBA Molecular Holding (BE 0880.070.706)	Chemin du cyclotron, 3, B-1348 LLN	Non	Belgique	100%	-
IBA Participations S.P.R.L. (BE 0465.843.290)	Chemin du cyclotron, 3, B-1348 LLN	Non	Belgique	100%	-
IBA Investments S.C.R.L. (BE 0471.701.397)	Chemin du cyclotron, 3, B-1348 LLN	Non	Belgique	100%	-
Ion Beam Beijing Medical Applications Technology Service Co. Ltd.	No.6 Xing Guang Er Jie, Beijing OPTO-Mechatronics Industrial Park, 101 111 Tongzhou District, Beijing	Non	Chine	100%	-
Ion Beam Applications Co. Ltd.	No.6 Xing Guang Er Jie, Beijing OPTO-Mechatronics Industrial Park, 101 111 Tongzhou District, Beijing	Non	Chine	100%	-
IBA Radiosotopes France S.A.S.	59 Blvd Pinel, 69003 LYON	Oui	France	100%	-
IBA Dosimetry GmbH	Bahnhofstrasse 5, 90592 Schwarzenbruck	Non	Allemagne	100%	-
MediFlash Holding A.B.	c/o PwC Box 179 S-751 04 Uppsala	Non	Suède	100%	-
IBA Dosimetry America Inc.	3150 Stage Post Dr. Ste. 110 Bartlett, TN 38133	Non	États-Unis	100%	-
IBA Proton Therapy Inc.	152 Heartland Blvd, Edgewood New York 11717	Non	États-Unis	100%	-
IBA Industrial Inc.	152 Heartland Blvd, Edgewood New York 11717	Non	États-Unis	100%	-
RadioMed Corporation	3149 Stage Post Drive Suite 110 Bartlett, TN 38133	Non	États-Unis	100%	-
IBA USA Inc.	151 Heartland Blvd, Edgewood New York 11717	Non	États-Unis	100%	-
IBA Particle Therapy GmbH	Bahnhofstrasse 5, 90592 Schwarzenbruck	Non	Allemagne	100%	-
Radiopharma Partners S.A. (BE 0879.656.475)	Chemin du cyclotron, 3, B-1348 LLN	Non	Belgique	100%	-
Cis Bio US Inc.	135 South Road, Bedford, MA 01730	Oui	États-Unis	100%	-
IBA Bio Assays S.A.S.	Parc Marcel Boiteux BP 84175 30200 CODOLET	Oui	France	100%	-
IBA Hadronthérapie S.A.S.	9 rue Ferdinand Buisson, 14280 Saint-Contest	Non	France	100%	-
Cisbio Asia Pacific, Limited	Unit 402 4/F Fairmont House, N°8 Cotton Tree Drive Admiralty, Hong Kong	Oui	Chine (HK)	100%	-
Cyclhad S.A.S.	9 rue Ferdinand Buisson, 14280 Saint-Contest	Non	France	60%	-
Cisbio China	1299 Zhangheng Road, Building #2, Suite 401, ZhangSiang Hi-Tech Park Pudong district, Shanghai	Oui	Chine	100%	-
Partide Engineering Solutions, LLC	1st Magistralny tupik, 5A 123290 Moscow	Non	Russie	100%	-

2.2 Liste des sociétés mises en équivalence

Nom	Actifs destinés à être cédés	Pays	Détention (en %) par le Groupe	Variation du % de détention par rapport au 31 décembre 2012
Rose Holding SARL	Non	Luxembourg	40%	-
IBA Molecular Compounds Development SARL	Non	Luxembourg	60%	-
Striba GmbH	Non	Allemagne	50%	-
Pharmalogic Pet Services of Montreal Cie	Oui	Canada	48%	-
Sceti Medical Labo KK	Non	Japon	39,8%	-

2.3 Changements dans la composition du Groupe IBA

Conformément à la norme IFRS 5, toutes les activités sur lesquelles IBA va perdre le contrôle ont été reclassées dans l'état de la situation financière en « résultats des activités destinées à être cédées » pour les exercices 2012 et 2013, et au bilan en « actifs et passifs destinés à être cédés » pour les exercices 2012 et 2013.

Suite à la décision de restructurer le Groupe et de recentrer ses activités sur son secteur équipement médical, le Conseil d'administration a décidé que l'activité Bioassays devait être cédée. Dès lors, la banque d'investissement ING a été engagée en octobre 2012 comme conseil pour la cession de cette activité.

L'état de la situation financière de l'activité Bioassays détenue en vue de la vente et destinée à être cédée, hors royalties pour utilisation des brevets détenus par la Société mère (qui s'élèvent à 1,3 million d'euros en 2013 et 2,1 millions d'euros en 2012), est la suivante:

	30 juin 2012 (EUR '000)	30 juin 2013 (EUR '000)
Ventes et prestations	16 478	18 096
Coût des ventes et prestations	6 821	5 656
Marge brute	9 657	12 440
Frais de ventes et de marketing	3 532	3 301
Frais généraux et administratifs	3 498	3 543
Frais de recherche et développement	1 305	1 139
Autres charges/(produits) d'exploitation	103	2 148
Charges financières/(produits financiers)	53	-2
Bénéfice/(perte) des activités destinées à être cédées	0	0
Quote-part dans la perte/(bénéfice) des entités mises en équivalence	0	0
Résultat avant impôts des activités destinées à être cédées	1 166	2 311
Charges/(produits) d'impôts	304	459
Résultat de la période des activités destinées à être cédées	862	1 852

Le bénéfice provenant des activités destinées à être cédées d'EUR 1,85 million correspond au bénéfice réalisé par Bioassays au cours des 6 premiers mois de l'année 2013 pour un montant d'EUR 3,49 millions corrigé de l'impact anticipé de la transaction de vente pour EUR -1,47 million et des coûts liés à la transaction déjà engagés pour EUR -0,17 million.

L'état de la situation financière de l'activité Radiopharmaceutique cédée en 2012 à SK Capital Partners et de l'activité Radiopharmaceutique détenue en vue de la vente et destinée à être cédée est le suivant:

	30 Juin 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Ventes et prestations	46 174	0
Coût des ventes et prestations	32 781	0
Marge brute	13 393	0
Frais de ventes et de marketing	3 158	0
Frais généraux et administratifs	8 459	-2
Frais de recherche et développement	1 953	0
Autres charges/(produits) d'exploitation	4 818	-118
Charges financières/(produits financiers)	1 536	32
Bénéfice/(perte) des activités destinées à être cédées	-25 576	0
Quote-part dans la perte/(bénéfice) des entités mises en équivalence	- 608	-395
Résultat avant impôts des activités destinées à être cédées	19 653	483
Charges/(produits) d'impôts	249	0
Résultat de la période des activités destinées à être cédées	19 404	483

Les principales rubriques d'actifs et de passifs des activités destinées à être cédées au 31 décembre 2012 sont les suivantes:

(EUR '000)	Bioassays	Autre	31 décembre 2012
			TOTAL
ACTIFS			
Autres immobilisations incorporelles	4 240		4 240
Immobilisations corporelles	6 057		6 057
Sociétés mises en équivalence		2 691	2 691
Actifs d'impôts différés	40		40

Autres actifs à long terme	2 808	6	2 814
Actifs non courants	13 145	2 697	15 842
Stocks et commandes en cours d'exécution	6 378	55	6 433
Créances commerciales	7 308	200	7 508
Autres créances	2 173	104	2 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 206	33	3 239
Actifs courants	19 065	392	19 457
TOTAL DES ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	32 210	3 089	35 299
PASSIF			
Provisions à long terme	3 711	237	3 948
Autres dettes à long terme	400		400
Passifs non courants	4 111	237	4 348
Dettes commerciales	1 839	4	1 843
Dettes fiscales	- 288		- 288
Autres dettes	5 178	389	5 567
Passifs courants	6 729	393	7 122
TOTAL DES PASSIFS DIRECTEMENT ASSOCIES AUX ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	10 840	630	11 470
ACTIFS NETS ASSOCIES DIRECTEMENT AUX ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	21 370	2 459	23 829

Les principales rubriques d'actifs et de passifs des activités destinées à être cédées au 30 juin 2013 sont les suivantes:

(EUR '000)	Bioassays	Autre	30 juin 2013
			TOTAL
ACTIFS			
Autres immobilisations incorporelles	2 780		2 780
Immobilisations corporelles	6 410	1 562	7 972
Sociétés mises en équivalence	0	2 879	2 879
Actifs d'impôts différés	87		87
Autres actifs à long terme	3 819	11	3 830
Actifs non courants	13 096	4 452	17 548

Stocks et commandes en cours d'exécution	6 194		6 194
Créances commerciales	7 026	106	7 132
Autres créances	2 951	126	3 077
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 921	159	4 080
Actifs courants	20 092	391	20 483
TOTAL DES ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	33 188	4 843	38 031
PASSIF			
Provisions à long terme	3 848	200	4 048
Autres dettes à long terme	530	0	530
Passifs d'impôts différés	47	0	47
Passifs non courants	4 425	200	4 625
Provisions à court terme	0	14	14
Dettes commerciales	861	34	895
Dettes fiscales	16	0	16
Autres dettes	5 612	128	5 740
Passifs courants	6 489	176	6 665
TOTAL DES PASSIFS DIRECTEMENT ASSOCIES AUX ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	10 914	376	11 290
ACTIFS NETS ASSOCIES DIRECTEMENT AUX ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES	22 274	4 467	26 741

Inclus dans l'état du résultat global de l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2013:

(EUR '000)	31 décembre 2012	30 juin 2013
Réserves actuarielles	- 708	-708
Réserves de revalorisation	0	0
Ecart de conversion	76	98
Réserves des actifs destinés à être cédés	-632	-610

Les flux nets de trésorerie des activités destinées à être cédées sont les suivants:

(EUR '000)	31 décembre 2012	30 juin 2013
Trésorerie d'exploitation	2 767	1 074
Trésorerie d'investissement	74 186	-364
Trésorerie de financement	279	131
Variation nette de la trésorerie des activités destinées à être cédées	77 232	841

3. Estimations et jugements comptables déterminants

Le Groupe est amené à formuler des estimations et des hypothèses pour l'avenir. Par définition, les estimations comptables qui en résultent seront rarement équivalentes aux résultats réels. Nous présentons ci-dessous les estimations et hypothèses qui risqueraient de provoquer un ajustement sensible des valeurs comptables des actifs et passifs au cours du prochain exercice financier.

3.1 Impôts sur le résultat – Impôts différés

Le Groupe a accumulé des pertes fiscales nettes utilisables pour compenser les futurs bénéfices imposables principalement en Belgique et aux États-Unis pour un montant total d'EUR 106,9 millions au 30 juin 2013. La société a comptabilisé des actifs d'impôts différés pour un montant d'EUR 15,6 millions au titre de perspective d'utilisation des pertes fiscales reportées et un montant d'EUR 0,32 million au titre de différences temporaires au 30 juin 2013. L'évaluation de ces actifs dépend de plusieurs hypothèses et jugements portant sur les bénéfices imposables futurs probables des différentes filiales du Groupe dans différents pays. Ces estimations sont formulées en toute prudence sur la base des informations les plus récentes dont dispose la Société. Si les conditions évoluent et si le montant définitif des bénéfices futurs diffère de l'estimation d'origine, cette différence va affecter l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôts différés pendant l'exercice au cours duquel cette évaluation est formulée.

Le compte de résultats au 30 juin 2013 a été positivement impacté par la comptabilisation d'actifs d'impôts différés sur base de nouvelles estimations de l'utilisation potentielle future de pertes fiscales reportées pour les années 2014 à 2016.

3.2 Provisions pour coûts de démantèlement

La production des traceurs pharmaceutiques (segment de l'activité pharmaceutique) génère des radiations et entraîne la contamination des installations des sites de production. Cette situation pourrait contraindre le Groupe à supporter des frais de restauration afin de satisfaire aux réglementations en vigueur dans ces différents pays et remplir toute obligation légale ou implicite.

Des analyses et estimations sont effectuées par le Groupe avec le concours de ses conseillers juridiques en vue de déterminer la probabilité, le calendrier et le montant des coûts, accompagnés d'une probable et nécessaire sortie de ressources.

Des provisions ont été comptabilisées afin de couvrir les coûts nécessaires au démantèlement des sites où sont fabriqués les agents radiopharmaceutiques. Ces provisions sont évaluées à la valeur actualisée nette sur base d'estimations des coûts nécessaires au démantèlement

Suite à la cession de 60% de son activité Pharmaceutique (à l'exception de l'activité Bio Assays) à "SK Capital Partners", la majeure partie des provisions pour démantèlement ont été transférées à la société "Rose Holding SARL". Au 30 juin 2013, le montant subsistant de ces provisions s'élève à EUR 5,1 millions et concerne les sites restant dans le Groupe.

En vertu de la vente de ses activités radiopharmaceutiques, IBA a conservé l'obligation jusqu'en mars 2017 de financer, le cas échéant, et si demandé par les autorités réglementaires françaises, le déficit correspondant à la différence entre les fonds engagés à couvrir le démantèlement des installations de Saclay en France et la provision actualisée sur une période allant jusqu'en 2021 ou 2042 selon le cas d'espèce. Les risques résultent d'une part d'un éventuel changement dans le taux d'intérêt utilisé dans le calcul d'actualisation (TEC30) et d'autre part du rendement qui sera obtenu sur les actifs confiés à une société indépendante de gestion d'actifs.

3.3 Provisions pour obligation de reprise future des sources et des équipements radioactifs

Dans le cadre du désengagement progressif de l'activité de production de radioéléments (cobalt et Césium) sur le site de Saclay (France), une provision a été constituée afin de faire face aux obligations de reprise et de mise au rebut des sources radioactives usagées ainsi que de certains équipements (irradiateurs) sur le territoire français. Cette provision est évaluée à la valeur actualisée nette des coûts estimés comme étant indispensables au traitement et à la mise au rebut de ces sources usagées. Cette provision est actualisée sur la base du coût estimé d'un plan de récupération des sources radioactives.

Suite à la cession de 60% de son activité Pharmaceutique (à l'exception de l'activité Bio Assays) à "SK Capital Partners", la quasi-totalité de ces provisions a été transférée à la société "Rose Holding SARL" en 2012.

IBA s'est cependant engagée à indemniser Rose Holding pendant 7 ans pour les flux de trésorerie négatifs qui découleraient du retraitement de ses sources comme suit:

- 50% des montants compris entre 101 000 EUR et 1 000 000 EUR.
- 90% des montants supérieurs à 1 000 000 EUR.

Une provision d'EUR 5,3 millions d'euros a été comptabilisée dans les livres au 30 juin 2013.

3.4 Comptabilisation des revenus

Les contrats en cours sont évalués à leur coût de production, augmenté des revenus dégagés en fonction du degré d'avancement du contrat à la date de clôture, dans la mesure où il est probable que les avantages économiques associés au contrat reviendront au Groupe. Cette probabilité est le fruit d'un jugement. Si certains critères de jugement sont modifiés par rapport à ceux utilisés pour les revenus déjà comptabilisés, ceci affecte le compte de résultats du Groupe. Le cas échéant, la Société revoit sa marge estimée à l'achèvement du contrat afin de prendre en compte l'évaluation du risque résiduel auquel ce contrat peut être soumis pendant plusieurs années. Lorsque ces incertitudes donnent lieu à d'autres résultats que les estimations de départ, cela affecte le compte de résultats du Groupe.

3.5 Plans à prestations définies

Dans le cadre des plans à prestations définies, l'employeur est tenu de fournir les prestations convenues aux employés actuels et anciens. Les prestations sont basées sur des paramètres tels que l'âge, les années de service et la rémunération. Les risques actuariels et d'investissement sont à charge de l'employeur. Si l'expérience actuarielle ou d'investissement diffère des prévisions, l'obligation de l'employeur peut être augmentée ou diminuée.

Les gains et pertes actuariels sont inscrits dans l'état du résultat global.

Au 30 juin 2012, le montant des provisions pour les plans à prestations définies s'élevait à EUR 3 millions. L'évaluation de cette provision, basée sur des estimations et des jugements faits par le Groupe, fait l'objet d'une révision annuelle par un consultant actuariel externe.

Au 30 juin 2013, le montant des provisions pour les plans à prestations définies s'élève à EUR 3,8 millions et est inclus dans le total des passifs directement associés aux actifs destinés à être cédés.

3.6 Estimation de la valeur des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs récupérables des immobilisations corporelles et incorporelles sont déterminées sur la base de la "valeur d'usage". La valeur d'usage est déterminée sur la base des business plans les plus récents d'IBA, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration. Ces plans intègrent différentes hypothèses émises par la direction et approuvées par le Conseil d'administration sur la manière dont l'activité, les marges bénéficiaires et les investissements vont évoluer.

3.7 Valorisation d'instruments de capitaux privés

IBA réévalue ses capitaux propres privés en utilisant soit la méthode du cash flow actualisé, soit la valeur de l'action qui leur est attribuée pendant les dernières phases du financement.

3.8 Risques sur des projets de protonthérapie

Pour plus d'informations sur ce risque, prière de se référer à la note 6.11 de ce rapport.

3.9 Valorisation du montant à recevoir dans le cadre de la cession des activités

Un élément de la rémunération différé dépend de l'atteinte d'un prix de vente lors de la sortie du fonds d'investissement de l'activité radiopharmaceutique. Dans ce cadre, la valeur de marché qui a été utilisée pour déterminer la valeur du dérivé y associé a été basée sur un modèle de flux de trésorerie futurs et de multiples.

Une probabilité de sortie variant par année a ensuite été déterminée : 10% en 2014, 60% en 2015, 25% en 2016 et 5% en 2017.

L'élément différé de la rémunération qui serait valorisé lors d'une sortie complète de l'activité par la vente des 40% conservés s'élève à EUR 17,8 millions d'euros. Si le multiple escompté par le partenaire ne devait pas être atteint, une partie des actifs dans les livres à la date de clôture pourraient être réduits de valeur. Cet instrument a été comptabilisé au bilan dans la rubrique « sociétés mises en équivalence ».

3.10 Actifs et passifs financiers – informations additionnelles

Les actifs et passifs financiers du Groupe sont valorisés comme suit :

EUR '000	Catégorie	31 décembre 2012		30 juin 2013	
		Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
ACTIFS FINANCIERS					
Créances commerciales	Prêts et créances	49 371	49 371	35 225	35 225
Créances à long terme sur commandes en cours	Prêts et créances	5 818	5 818	581	581
Actifs financiers disponibles à la vente	Disponible à la vente	0	0	0	0
Créances à long terme relatives au démantèlement de sites	Prêts et créances	0	0	0	0
Autres créances long terme	Prêts et créances	20 395	20 395	20 796	20 796
Créances non commerciales et acomptes sur commandes	Prêts et créances	15 906	15 906	20 015	20 015
Autres créances court terme	Prêts et créances	64 492	64 492	29 657	29 657
Autres investissements	Disponible à la vente	465	465	437	437

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	42 494	42 494	17 522	17 522
Produits dérivés de couverture	Comptabilité de couverture	95	95	8	8
Produits dérivés- autres	JVR1	31	31	97	97
TOTAL		199 067	199 067	124 338	124 338
PASSIFS FINANCIERS					
Prêts bancaires	PFCA	69 502	69 502	78 754	78 754
Dettes de location-financement	PFCA	977	977	871	871
Dettes commerciales	PFCA	45 947	45 947	38 611	38 611
Produits dérivés de couverture	Comptabilité de couverture	2 806	2 806	1 928	1 928
Produits dérivés - autres	PFCA	103	103	108	108
Autres dettes à long terme	PFCA	861	861	958	958
Montants dûs aux clients sur commandes en cours					
	PFCA	61 513	61 513	71 187	71 187
Dettes sociales	PFCA	11 621	11 621	9 808	9 808
Autres dettes à court terme	PFCA	54 621	54 621	17 561	17 561
Dettes fiscales à court terme	PFCA	1 741	1 741	2 559	2 559
Crédit bancaire à court terme	PFCA	0	0	0	0
TOTAL		249 692	249 692	222 345	222 345

Au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2013, la valeur nette comptable de ces actifs et passifs financiers ne diffère pas sensiblement de leur juste valeur. Le calcul n'a donc pas été réalisé.

3.11 Catégories d'instruments financiers

La juste valeur des instruments de couverture est définie à l'aide des techniques de valorisation communément utilisées sur les marchés financiers et sont fournies par des sources financières fiables. Les justes valeurs sont calculées sur base des dates de transactions des instruments utilisés. Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour classer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon le degré de fiabilité des méthodes de valorisation utilisées :

Niveau 1 : instruments financiers cotés sur un marché actif

Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur une technique d'évaluation intégrant quasi-exclusivement des données observables, directement ou indirectement

Niveau 3 : instruments financiers dont la juste valeur repose sur une technique d'évaluation intégrant pour une part significative des paramètres non observables.

Durant l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de transfert entre les différentes catégories pour les instruments existants le 31 décembre 2012. Cependant de nouveaux instruments ont été acquis et sont classés en niveau 2 et 3.

	<u>Niveau 1</u>	<u>Niveau 2</u>	<u>Niveau 3</u>	<u>30 juin 2013</u>
- Contrats de change à terme		1		1
- SWAP de taux de change		7		7
- CAP d'intérêts		0		0
Actifs financiers comptabilisés selon la comptabilité de couverture		8		8
Autres actifs à long terme		9 561	0	9 561
Instrument classé en sociétés mises en équivalence (voir note 3.9)			17 829	17 829
Autres investissements disponibles à la vente			437	437
- Contrats de change à terme		0		0
- SWAP de taux de change		97		97
Actifs financiers à leur juste valeur par le compte de résultats		97		97
- Contrats de change à terme		1 925		1 925
- SWAP de taux de change		3		3
Passifs financiers comptabilisés selon la comptabilité de couverture		1 928		1 928
- Contrats de change à terme		1		1
- SWAP de taux de change		107		107
Passifs financiers à leur juste valeur par le compte de résultats		108		108

Réconciliation des mesures récurrentes des justes valeurs classées dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur :

	<u>30 juin 2013</u> <u>(EUR '000)</u>
Balance d'ouverture	14 088
Profit/(Perte) net(te) non réalis(é)e dans le compte de résultat	3 741
Solde de clôture	17 829

Au cours de la période de six mois se terminant le 30 juin 2013, il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2, et aucun transfert vers ou depuis le niveau 3.

4. Secteurs opérationnels

Les secteurs opérationnels sont des composantes de l'activité de l'entreprise. Une information financière distincte est disponible pour ces secteurs et est régulièrement examinée par la direction.

Le format de présentation des secteurs opérationnels d'IBA est sous forme d'activités dans la dimension primaire parce que les risques de l'entreprise et les taux de rendement liés aux activités sont essentiellement affectés par le fait qu'IBA opère des activités ayant des profils de risques fondamentalement différents.

L'organisation de la direction de l'entreprise et le reporting interne à destination du conseil d'administration ont été mis en place en conséquence. Un secteur d'activité est un composant distinct de l'entreprise qui s'est engagé à fournir des produits ou des services dans une activité particulière, qui est soumise à des risques et des rendements différents de ceux des autres activités. En accord avec IFRS 8 Secteurs opérationnels, les secteurs d'activités servant de base à l'information sectorielle sont (1) Protonthérapie/Accélérateurs de particules et (2) Dosimétrie.

Le tableau suivant reprend les détails du compte de résultats pour chaque secteur. Toutes les ventes intersectorielles sont conclues aux conditions du marché.

Semestre se terminant au 30 juin 2013

	Protonthérapie/Accélérateurs de particules	Dosimétrie	GROUPE
	(EUR '000)	(EUR '000)	(EUR '000)
Ventes nettes	56 473	19 396	75 869
Prestations	19 069	3 021	22 090
Ventes intersectorielles	-580	0	-580
Ventes externes	74 962	22 417	97 379
Résultat sectoriel	913	3 075	3 988
Autres produits/(charges) d'exploitation non affectés			-412
(Charges)/ produits financiers			-507
Quote-part dans le bénéfice / (perte) des entités mises en équivalence			-1 954
Résultat avant impôt			1 115
(Charges)/Produits d'impôts			679
Résultat de la période des activités destinées à être cédées			2 335
RESULTAT DE LA PERIODE			4 129

Semestre se terminant au 30 juin 2012

	Protonthérapie/Accélérateurs de particules	Dosimétrie	GROUPE
	(EUR '000)	(EUR '000)	(EUR '000)
Ventes nettes	69 545	21 404	90 949
Prestations	14 691	2 577	17 268
Ventes intersectorielles	- 2 126	0	-2 126
Ventes externes	82 110	23 981	106 091
Résultat sectoriel	-19 845	3 804	-16 041
(Charges)/ produits financiers			- 738
Quote-part dans le bénéfice / (perte) des entités mises en équivalence			-1 766
Résultat avant impôt			-18 545
(Charges)/Produits d'impôts			-3 128
Résultat de la période des activités destinées à être cédées			20 266
RESULTAT DE LA PERIODE			-1 407

5. Résultat par action

5.1 Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net imputable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires exclut les actions acquises par la Société et détenues comme actions propres.

RESULTAT DE BASE PAR ACTION	30 juin 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	26 678 716	26 710 479
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère (€ '000)	-1 407	4 129
Résultat de base par action des activités poursuivies et abandonnées (€ par action)	-0,052	0,155
Résultat des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère (€ '000)	-21 673	1 794
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	26 678 716	26 710 479
Résultat de base par action des activités poursuivies (€ par action)	-0,812	0,067
Résultat des activités abandonnées attribuable aux propriétaires de la société mère (€ '000)	20 266	2 335
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	26 678 716	26 710 479
Résultat de base par action des activités abandonnées (€ par action)	0,760	0,088

5.2 Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. La Société ne possède qu'une catégorie d'actions potentielles dilutives : les options sur actions.

Le calcul est réalisé pour les options sur actions afin de déterminer le nombre d'actions qui pourraient avoir été acquises à la juste valeur (déterminée comme le prix moyen annuel du marché des actions de la Société) sur la base de la valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises dans l'hypothèse de l'exercice des options.

RESULTAT DILUE PAR ACTION	30 juin 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	26 678 716	26 710 479
Nombre moyen pondéré des options sur actions	992 195	1 354 983
Prix moyen de l'action sur la période	5,48	5,58
Effet de dilution lié au nombre pondéré d'options sur actions	178 294	192 270
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	26 857 010	26 902 750
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère (€ '000)	-1 407	4 129
Résultat dilué par action des activités poursuivies et abandonnées (€ par action)	-0,052	0,154
Résultat des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la société mère (€ '000)	-21 673	1 794
Résultat dilué par action des activités poursuivies (€ par action)	-0,807	0,067
Résultat des activités abandonnées attribuable aux propriétaires de la société mère (€ '000)	20 266	2 335
Résultat dilué par action des activités abandonnées (€ par action)	0,755	0,087

6. Autres informations sélectionnées

6.1 Caractère saisonnier ou cyclique des opérations intermédiaires

L'activité d'IBA n'est soumise à aucun effet saisonnier ou cyclique.

6.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le cadre du tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent comme suit :

	30 juin 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Soldes bancaires et caisses	11 704	14 725
Comptes avec des restrictions à moins de 3 mois	281	281
Dépôts bancaires à court terme et papiers commerciaux	19 010	2 516
	30 995	17 522
Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités destinées à être cédées	1 026	4 080
	32 021	21 602

6.3 Dépenses d'investissements et engagements

Semestre se terminant au 30 juin 2013	Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	Goodwill
	(EUR '000)	(EUR '000)	(EUR '000)
Valeur comptable nette à l'ouverture	10 203	8 949	3 878
Acquisitions	717	1 294	0
Cessions	- 113	0	0
Transferts	- 8	8	0
Ecarts de conversion	9	- 12	- 35
Revalorisation	0	0	0
Actifs reclassés en actifs destinés à être cédés	-1 550	0	0
Amortissements et réductions de valeur	-1 047	-1 157	0
Valeur comptable nette à la clôture	8 211	9 082	3 844

Aucune perte de valeur n'a été identifiée sur les immobilisations corporelles et incorporelles dans les états financiers intermédiaires 2013.

6.4 Mouvements des dettes

	31 décembre 2012 (EUR '000)	30 juin 2013 (EUR '000)
Courantes	33 665	38 471
Non courantes	36 814	41 154
Total	70 479	79 625
Solde à l'ouverture	52 549	70 479
Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	19 410	10 502
Remboursements d'emprunts	-1 479	-1 356
Entrée dans le périmètre de consolidation	0	0
Transfert vers les passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	0	0
Augmentation / (diminution) des crédits bancaires à court terme	0	0
Écart de conversion	0	0
Solde à la clôture	70 479	79 625

(1) Le montant des nouvelles dettes comprend EUR 0,5 million en juin 2013 et EUR 0,6 million en juin 2012 de charges d'intérêts non décaissées.

Le Groupe possède des lignes de crédit pour un total d'EUR 84,5 millions, y compris une facilité de crédit à long terme d'EUR 50 millions de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) en vue du financement de projets de recherche et de développement et une facilité de crédit subordonnée à long terme d'EUR 20 millions de la S.R.I.W. (Société Régionale d'Investissement de Wallonie). Conformément aux conditions de crédit de la BEI et de la S.R.I.W., le Groupe a convenu de se conformer aux conventions spécifiques concernant l'endettement du Groupe. 56,2% de ces lignes de crédit a été utilisé à ce jour.

Par ailleurs, dans le contexte de ses contrats de protonthérapie, IBA détient une ligne de crédit de production d'EUR 60 millions dont EUR 31,3 millions ont été utilisés à ce jour.

6.5 Stocks et commandes en cours d'exécution

	31 décembre 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Matières premières et fournitures	36 108	37 001
Produits finis	2 681	4 596
En-cours de fabrication	2 383	4 755
Commandes en cours d'exécution (en excédent de facturation)	48 144	61 046
Réductions de valeur sur stock et commandes en cours	-5 393	-5 263
Stocks et commandes en cours d'exécution	83 923	102 135

L'augmentation des stocks et commandes en cours d'exécution s'explique principalement par le fait qu'au cours de la période, les en-cours de fabrication sur les projets de protonthérapie n'ont pas été entièrement couverts par les acomptes reçus des clients. En particulier, le projet Trento montre une avance d'EUR 5,7 millions avec aucun paiement reçu dû au fait que le projet est financé par un crédit fournisseur qui doit être remboursé (à hauteur d'EUR 31,3 millions) par un paiement du client (EUR 41,3 millions) au cours de la seconde moitié de l'année.

Commandes en cours d'exécution (en excédent de facturation)	31 décembre 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Coûts activés et marge reconnue	227 115	341 790
Moins : acomptes reçus sur commandes	-178 971	-280 744
Commandes en cours d'exécution (en excédent de facturation)	48 144	61 046
Montants nets dus aux clients sur commandes en cours	61 513	71 187

6.6 Autres créances

	31 décembre 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Créances non commerciales	15 906	20 015
Charges à reporter – Tiers	1 743	1 374
Produits acquis - Tiers	367	1 683
Produits d'intérêts acquis - Tiers	167	346
Autres créances courantes	62 215	26 254
Autres créances	80 398	49 672

La diminution des autres créances courantes est principalement due à la compensation des actifs courants avec les passifs courants, les créances commerciales, les autres provisions et autres actifs à long terme liés au contrat Essen suivant la lettre d'intention signée entre toutes les parties pour un montant d'EUR -41,1 millions et au reclassement d'EUR +5,1 millions venant des autres actifs à long terme.

6.7 Autres dettes et comptes de régularisation

	31 décembre 2012	30 juin 2013
	(EUR '000)	(EUR '000)
Dettes non commerciales	44	473
Montants nets dus aux clients sur commandes en cours	61 513	71 187
Dettes sociales	11 621	9 808
Charges à imputer	2 831	2 749
Charges des intérêts à imputer	132	305
Produits à reporter	3 207	2 856
Subsides en capital	1 406	1 355
Autres dettes courantes	47 001	9 823
Autres dettes et comptes de régularisation	127 755	98 556

La diminution des autres passifs courants est principalement due à la compensation des dettes courantes avec les actifs courants liés au contrat Essen suivant la lettre d'intention signée entre toutes les parties pour un montant d'EUR 36 millions.

6.8 Autres charges et produits d'exploitation

Les autres charges d'exploitation en 2013 d'EUR 5,6 millions incluent la valorisation des plans d'options sur actions offerts aux employés d'IBA pour EUR 0,6 million, des provisions pour d'éventuelles pénalités de retard ou des pertes attendues sur des projets d'équipement pour EUR 2,2 millions, des charges pour restructuration du Groupe pour EUR 1,2 million et d'autres dépenses pour EUR 1,6 million.

Les autres produits d'exploitation 2013 s'élèvent à EUR 0,9 million et incluent l'extourne le la provision pour démantèlement pour EUR 0,4 million et d'autres produits pour EUR 0,5 million.

Les autres charges d'exploitation en 2012 d'EUR 22,6 millions incluaient la valorisation des plans d'options sur actions offerts aux employés d'IBA pour EUR 0,7 million, des provisions pour d'éventuelles pénalités de retard ou des pertes attendues sur des projets équipement pour EUR 21,1 millions au 30 juin 2012 ainsi que d'autres dépenses pour EUR 0,9 million.

Les autres produits d'exploitation 2012 s'élevaient à EUR 0,2 million.

6.9 Actions ordinaires, primes d'émission et actions propres

	Nombre d'actions ordinaires	Capital souscrit (EUR '000)	Prime d'émission (EUR '000)	Actions propres (EUR '000)	Total (EUR '000)
Solde de clôture au 31 décembre 2012	27 374 028	38 420 256	25 032 123	-8 612 421	54 839 958
Options sur actions exercées	63 051	88 543	146 007	0	234 550
Vente d'actions propres					
Solde de clôture au 30 juin 2013	27 437 079	38 508 799	25 178 130	-8 612 421	55 074 508

6.10 Provisions

	Environnement (EUR '000)	Garanties (EUR '000)	Litiges (EUR '000)	Avantages sociaux (EUR '000)	Autres (EUR '000)	Total (EUR '000)
Au 1er Janvier 2013	5 773	2 908	135	196	57 282	66 294
Additions (+)	0	1 013	0	20	8 440	9 472
Reprises (-)	-553	-964	-135	0	-2 948	-4 600
Utilisations (-)	0	-533	0	-41	-33 874	-34 448
(Gains)/pertes actuariels	0	0	0	0	0	0
Reclassifications	0	646	0	0	-680	-34
Ecart de conversion	0	3	0	0	13	16
Variation totale	-553	165	-135	-21	-29 050	-29 594
Au 30 Juin 2013	5 220	3 073	0	175	28 233	36 700

Les principaux mouvements sur les «autres provisions» peuvent être détaillés comme suit:

- Nouvelles provisions pour un montant d'EUR 5,2 millions pour couvrir des engagements du Groupe au titre de plusieurs accords avec des partenaires d'affaires, EUR 1,8 million pour des engagements non récurrents sur des projets de protonthérapie, EUR 1,0 million pour risque fiscal potentiel dans les filiales étrangères et finalement, EUR 0,3 million pour fin de chantier.

- Reprise de provisions pour un montant d'EUR -2,9 millions résultant principalement de l'actualisation de l'estimation faite par le Groupe de ses créances conditionnées à long terme.

- Utilisation des provisions à hauteur d'EUR -0,3 million pour fin de chantier, à hauteur de EUR -7,7 millions pour des engagements contractuels en vertu du contrat avec SK Capital Partners et à hauteur de EUR -25,9 millions pour des engagements non récurrents sur des projets de protonthérapie.

6.11 Litiges

Le Groupe est actuellement impliqué dans certains litiges. Les risques que ces litiges peuvent occasionner sont soit jugés non significatifs ou non évaluables, soit - lorsqu'un dommage potentiel peut être évalué - sont couverts de façon adéquate par des provisions. L'évolution des litiges en cours à la fin de l'exercice 2012 mentionnés dans le rapport annuel 2012 est reprise dans cette note.

a) Procédure d'arbitrage relative au Westdeutsches Protonentherapiezentrum Essen GmbH

En novembre 2009, Striba Protonentherapiezentrum GmbH, une joint-venture à 50% de IBA SA, avait initié un arbitrage contre le Westdeutsches Protonentherapiezentrum Essen GmbH ("WPE") en vue de déterminer la portée exacte des obligations contractuelles de Striba dans le cadre du partenariat public-privé pour la livraison clés en mains d'un centre de protonthérapie à Essen en Allemagne.

Une décision partielle en défaveur d'IBA a été rendue en avril 2012. Le 10 août 2012, IBA a déposé un recours contre les conclusions préliminaires reçues des arbitres. Ce recours a été retiré suite à l'évolution positive des négociations avec WPE en vue de faire accepter le centre par WPE. De même, les parties ont demandé aux arbitres de suspendre tout prononcé d'une sentence arbitrale sur les points non encore tranchés dans la première sentence. Des lettres d'intention détaillées ont été signées mais les accords formels et documentés sont complexes et ne sont pas encore finalisés. La signature de ces accords est attendue avant la fin 2013. En attendant, WPE a commencé à traiter des patients.

b) SK Capital

Rose Holding SARL, le véhicule d'investissement de SK Capital Partners dans IBA Molecular, a envoyé, le 11 septembre 2012, une "Notice of Claims" à IBA demandant à titre conservatoire la couverture de prétendues pertes de l'ordre d'EUR 24 millions. Ces demandes (formulées soit comme "breach of representations" ou comme mise en œuvre d'engagements "post-closing") couvrent divers sujets tels que des affaires réglementaires, des obligations de démantèlement, la gestion des déchets et des traitements comptables. IBA a officiellement rejeté toutes ces demandes, soit en raison de leur absence de fondement (en ce qui concerne les "breach of representations"), soit de leur documentation insuffisante (en ce qui concerne les engagements post-closing). Aucune procédure n'a été introduite par SK à ce jour. Des discussions en vue d'une résolution à l'amiable ont été entamées sur les sujets de discorde pour lesquels une documentation suffisante a été présentée. A ce jour, quasi l'entièreté des demandes ont soit été résolues soit déclarées non applicables avec un impact limité sur la trésorerie, à l'exception d'un prétendu "breach de représentation" (à savoir le traitement comptable des obligations de démantèlement) et d'un engagement "post-closing" (à savoir la méthode de calcul des provisions devant être faites par IBA, le cas échéant, lié à l'activité de recyclage des sources nucléaires). Les relations avec SK demeurent cependant complexes et d'autres points de désaccord ne sont pas exclus.

6.12 Impôts sur le résultat

	30 juin 2012 (EUR '000)	30 juin 2013 (EUR '000)
Impôts courants	1 642	1 579
Impôts différés	1 486	-2 258
Total	3 128	- 679

6.13 Dividendes payés et proposés

Aucune distribution de dividendes n'a été proposée à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 mai 2013. La politique de distribution de dividendes du Groupe reste inchangée. Le Groupe a l'intention de reprendre la distribution dès que possible.

6.14 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés et groupe mis en équivalence) sont les suivants :

	30 juin 2013
BILAN	(EUR '000)
ACTIF	
Créances	
Créances à long terme classées en sociétés mises en équivalence	17 829
Créances à long terme	12 343
Créances commerciales et autres créances	3 678
Réduction de valeur sur créances	-588
TOTAL CREANCES	33 262
PASSIF	
Dettes	
Emprunts	0
Dettes commerciales et autres dettes	333
TOTAL PAYABLES	333
COMPTE DE RESULTAT	
Ventes	792
Achats	-535

Produits financiers	628
Charges financières	-386
Réduction de valeur sur créances	-92
Quote-part dans le bénéfice des sociétés mises en équivalence	3 741
RESULTAT NET	4 148

Le tableau ci-dessus ne reprend pas un engagement hors bilan provisionné pour un montant d'EUR 1,26 million en faveur de Bio Molecular SDN.

7. Rapport de gestion semestriel

7.1 Chiffres et événements marquants

	S1 2013	S1 2012	Variation	
	(EUR 000)	(EUR 000)	(EUR 000)	%
Ventes et prestations	97 379	106 091	-8 712	-8,2%
REBITDA	10 297	8 672	1 626	18,7%
<i>% des Ventes</i>	<i>10,6%</i>	<i>8,2%</i>		
REBIT	8 291	6 341	1 950	30,8%
<i>% des Ventes</i>	<i>8,5%</i>	<i>6,0%</i>		
Résultat net	4 129	-1 407	5 536	N/A
<i>% des Ventes</i>	<i>4,2%</i>	<i>-1,3%</i>		

REBITDA: Résultat d'exploitation récurrent avant amortissements des immobilisations et des écarts de consolidation, impôts et charges financières.

REBIT: Résultat d'exploitation récurrent avant impôts et charges financières.

Chiffres 2012 corrigés pour reclasser Bioassays en "activités abandonnées"

Événements marquants

- Bonne croissance de la Division 'Accélérateurs' (hausse de 13,7 % au cours du 1^{er} semestre 2013) mais faible taux d'avancement des commandes en protonthérapie (PT) à cause des plannings de production des clients (les ventes en PT montrent un recul de 14,4% au cours du 1^{er} semestre).
- Les incertitudes observées sur le marché américain des appareils médicaux ainsi que la faiblesse de l'euro par rapport au dollar ont entraîné une diminution des revenus en dosimétrie malgré une bonne performance sur les marchés émergents.
- Les programmes d'efficacité ont généré une belle croissance du REBIT (plus de 30,8%). IBA est sur la bonne voie pour atteindre la marge d'exploitation de 10% qu'elle s'est fixée pour 2014.
- Intérêt toujours croissant pour le Proteus[®] ONE*, système plus compact et moins onéreux, avec la signature d'un nouveau contrat à Taiwan.
- Avancées significatives vers un règlement des litiges et vers le recentrage des activités sur la protonthérapie :
 - Le litige concernant le centre de PT à Essen est proche d'un accord final.
 - Accord intervenu sur les conditions de vente de l'activité Bioassays.
 - Le montant des réclamations déposées par SK Capital Partners a diminué grâce à des règlements à l'amiable, l'impact de celles restantes a été provisionné dans la mesure jugée nécessaire par la Direction d'IBA.
- Le marché de la protonthérapie est soutenu par un usage plus large de la protonthérapie pour traiter de plus nombreuses indications cliniques et par le soutien des gouvernements sur les principaux marchés.

Chiffres marquants

- Les revenus se réduisent de 8,2% par rapport au 1^{er} semestre 2012 pour atteindre 97,4 millions d'euros à cause du faible taux de conversion du carnet de commandes et de la baisse des revenus en dosimétrie principalement aux Etats-Unis.
- Les marges opérationnelles augmentent de 8,5%, contre 6,0% en 2012 (corrigés) malgré de plus faibles revenus.
- Le bénéfice net reporté s'élève à 4,1 millions d'euros contre une perte de 1,4 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2012.

- La dette nette (y compris Bioassays) s'élève à 58,0 millions d'euros. On s'attend à ce qu'elle se réduise au cours du 2^{ème} semestre grâce au remboursement, prévu fin octobre 2013, des 31,2 millions d'euros du crédit fournisseur pour le projet Trento.
- Les prévisions de vente sont revues à une baisse « mid-single digit » en 2013 contre la croissance « mid-single digit » annoncée en mars dernier.

7.2 Revue opérationnelle

Protonthérapie et Accélérateurs

	S1 2013 (EUR 000)	S1 2012 (EUR 000)	Variance (EUR 000)	Variance %
Ventes et prestations	74 962	82 110	-7 148	-8,7%
-Protonthérapie	56 100	65 527	-9 427	-14,4%
- Autres Accélérateurs	18 862	16 583	2 279	13,7%
REBITDA	6 900	4 436	2 464	55,5%
<i>% des Ventes</i>	<i>9,2%</i>	<i>5,4%</i>		
REBIT	5 196	2 534	2 662	105,0%
<i>% des Ventes</i>	<i>6,9%</i>	<i>3,1%</i>		

Protonthérapie

Les ventes d'équipements de protonthérapie (PT) ont été assez faibles comparé à l'année dernière ainsi que le taux d'avancement des commandes dû en grande partie au planning de production des clients. Le nouveau contrat signé pour la vente d'un Proteus[®] ONE* à Taiwan montre que ce système plus compact a beaucoup de potentiel au niveau mondial. Le carnet de commandes pour la PT et les autres Accélérateurs reste bien rempli, et s'élève à 211 millions d'euros à la fin du 1er semestre (la commande de Taiwan y compris). Les perspectives de vente au Royaume-Uni et aux Pays-Bas sont également très encourageantes. Elles font suite aux annonces gouvernementales de ces deux pays qui reconnaissent tous deux la valeur médicale de la protonthérapie et font état de leurs intentions d'investir des sommes substantielles dans l'achat d'équipements de protonthérapie.

L'intérêt pour le Proteus[®]ONE, notre nouvelle solution en protonthérapie, lancée en 2012, va croissant et notamment au sein des groupes hospitaliers ainsi que des institutions académiques. D'un point de vue technologique, le Proteus[®]ONE a franchi des étapes importantes au cours de ce 1er semestre 2013, notamment avec l'envoi d'un portique rotatif compact à Schreveport, aux Etats-Unis et avec l'entrée en phase test de l'accélérateur compact en usine. Le Proteus[®]ONE est une solution compacte à une salle qui est plus petite, moins chère, plus facile à installer, à gérer et donc à financer. Le Proteus[®]ONE offre un large panel de solutions de traitement (IMPT**, IGPT***) qui permettent aux médecins de tirer parti de l'efficacité clinique que permet la grande précision du faisceau de protons.

En juin 2013, lors d'une conférence sur la protonthérapie qu'IBA a organisée, 60 spécialistes en radiothérapie ont assisté à une démonstration exclusive en usine de l'utilisation du Proteus[®]ONE. Le succès de cette visite, et le niveau d'expertise des personnes présentes, prouvent bien le grand intérêt de la communauté des radiothérapeutes mondiaux pour la protonthérapie et les progrès qu'IBA réalise sur son Proteus[®]ONE.

Au cours de ce premier semestre 2013, IBA garde son avancée dans le déploiement de sa technologie. En effet, la quasi-totalité des centres de PT qui sont construits à l'heure actuelle par IBA vont être équipés de sa solution unique en IMPT, le Pencil Beam Scanning (PBS), une technologie toujours inégalée. Neuf centres sont déjà équipés de cette technologie PBS et huit autres viendront s'ajouter à la liste dans les mois à venir. Le PBS offre une précision au millimètre qui permet à la dose de protons d'être modelée de manière à atteindre les plus hauts niveaux de conformité et d'uniformité, et ce même pour traiter des tumeurs aux formes les plus complexes.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, IBA continue de prouver qu'elle est capable d'accélérer la vitesse à laquelle elle construit ses nouveaux centres de PT, réduisant ainsi les risques technologiques et financiers des intervenants. Comme le montre le centre de PT Procure à Seattle, Etats-Unis, IBA est capable d'installer un centre comprenant un cyclotron cliniquement opérationnel, une ligne de faisceau ainsi qu'une salle de traitement des plus moderne en l'espace de 12 mois à partir de la date de réception du bâtiment. Ce délai n'a jamais été égalé par la concurrence.

IBA a également le plaisir d'annoncer qu'elle a reçu le certificat d'acceptation de la livraison de la première salle de traitement équipée de la technologie PBS au centre ATreP (l'Agence Provinciale pour la Protonthérapie) à Trento, en Italie. Cette étape importante permet à IBA d'initier le processus de paiement du centre par son client ATreP, lequel processus aboutira en octobre et permettra à IBA de

rembourser le prêt de 31,2 millions d’euros qui finance actuellement le projet et qui apparaît dès lors dans son bilan. Le centre d’ATreP à Trento disposera des équipements de protonthérapie les plus avancés au monde, avec notamment la technologie PBS d’IBA de dernière génération qui permet de délivrer des spots de tailles différentes afin de mieux couvrir la zone ciblée et d’optimiser la durée du traitement en IMPT. IBA innove constamment dans ce domaine.

IBA a fait d’autres avancées significatives vers un règlement final du litige avec WPE (Westdeutsches Protonentherapiezentrum Essen GmbH). Les parties ont toutes signé des lettres d’intention, les documents finaux étant prévus pour signature fin septembre. Le centre d’Essen a traité son premier patient le 29 mai dernier et les services qu’IBA fournira, définis dans un contrat de gestion et de maintenance, débiteront à la signature de l’accord. Les coûts finaux additionnels, liés à l’exécution de l’accord, provisionnés dans les états financiers de l’entreprise, s’élèvent à 1,8 millions d’euros.

Accélérateurs

Grâce à de bonnes prises de commandes en 2012, les revenus provenant des accélérateurs font état d’une belle croissance au cours du 1^{er} semestre 2013, avec des ventes en hausse de 13,7% qui atteignent 18,9 millions d’euros (contre 16,6 millions d’euros pour la même période en 2012). Au cours de ce semestre, quatre machines ont été vendues pour un total de 9,5 millions d’euros contre 6 au 1^{er} semestre 2012 pour une valeur de 11,3 millions d’euros.

Dosimétrie

	S1 2013	S1 2012	Variance	Variance
	(EUR 000)	(EUR 000)	(EUR 000)	%
Ventes et prestations	22 417	23 981	-1 564	-6,5%
REBITDA	3 398	4 236	-838	-19,8%
<i>% des Ventes</i>	<i>15,2%</i>	<i>17,7%</i>		
REBIT	3 096	3 807	-711	-18,7%
<i>% des Ventes</i>	<i>13,8%</i>	<i>15,9%</i>		

Les ventes en dosimétrie subissent les effets du ralentissement du marché mondial de la radiothérapie qui ne croit plus que d'1% l'an.

On observe une grande variation régionale dans ce secteur. En effet, la Chine et l'Amérique Latine enregistrent une belle croissance qui est contrebalancée par le recul des marchés européens et du Moyen Orient ainsi que par les incertitudes liées aux réductions des dépenses médicales qui engendrent un repli sévère des marchés aux Etats-Unis. Cette tendance des marchés, combinée à la faiblesse du dollars par rapport à l'euro, a pour effet de faire décroître les ventes de 6,5% pour atteindre 22,4 millions d'euros (contre 24,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012) même si la tendance semble être à l'amélioration au cours du 2^{ème} trimestre par rapport au premier. En comparaison avec les très bons chiffres enregistrés pour la même période en 2012, les prises de commande en dosimétrie sont faibles mais le carnet de commandes est bien rempli et les perspectives de commandes au cours du 2^{ème} semestre sont encourageantes.

Lors du 55^{ème} congrès de l'AAPM (l'Association Américaine des physiciens en médecine) qui s'est tenu début août à Indianapolis, Etats-Unis, IBA Dosimetry a lancé son nouveau système de vérification du plan de traitement, le COMPASS 3.0. Le COMPASS est la solution de haute technologie centrée sur l'anatomie du patient la plus avancée pour l'IMRT et pour la vérification du plan de traitement rotationnel.

IBA Molecular

Au cours du 1^{er} semestre 2013, l'activité d'IBA Molecular représente pour le Groupe consolidé une perte de 2,0 millions d'euros contre une perte de 1,7 millions d'euros l'année dernière pour la même période. De ces 2,0 millions d'euros, 1,4 millions ont trait à la nouvelle joint venture (JV) pour le développement de nouvelles molécules, dont les dépenses avaient déjà été réduites par rapport aux 2,0 millions d'euros du 2^{ème} semestre 2012. D'autres réductions sont à l'étude mais dépendent de l'évolution des molécules en développement.

Nous continuons de progresser de manière satisfaisante dans le règlement du litige qui nous oppose à SK Capital Partners, qui avait déposé une série de réclamations à notre encontre en novembre dernier en prétendant avoir subi des pertes approximatives de 24 millions d'euros. Le montant de ces pertes supposées a maintenant été réduit à 4,4 millions d'euros. Toute incidence potentielle sur les comptes d'IBA a été provisionnée, dans la mesure jugée nécessaire par la Direction.

Activités abandonnées

IBA Bioassays

La cession de Bioassays est sur la bonne voie. IBA a donné l'exclusivité à un fonds d'investissements privé en mai dernier et a prolongé cette exclusivité jusqu'à fin septembre. Le processus de vérification préalable (due diligence) est à présent en cours et une annonce sera publiée dès que les discussions avec l'acquéreur potentiel seront terminées.

En conséquence de la décision d'IBA de céder cette activité, les résultats de Bioassays sont reportés en activités abandonnées. Au cours du 1^{er} semestre, les activités de Bioassays et l'impact prévu de la vente représentent un bénéfice net de 2,0 millions d'euros.

Pharmalogic

Le Conseil d'administration a donné son accord quant à la cession de Pharmalogic. Même si la recherche d'un futur acquéreur n'a pas vraiment progressé, des négociations sont actuellement en cours avec l'actionnaire principal de Pharmalogic. Également reportée dans les activités abandonnées, Pharmalogic apporte une contribution positive, qui s'élève à 0,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2013, au bénéfice consolidé d'IBA.

Revue financière

IBA enregistre un recul de ses revenus de 8,2% à 97,4 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2013 (contre 106,1 millions d'euros pour la même période en 2012, corrigés en 2013 et 2012 après la cession de 60% d'IBA Molecular et le reclassement de Bioassays en activités abandonnées). La baisse des revenus est due au faible taux d'avancement des commandes en PT et aux conditions difficiles du marché de la dosimétrie surtout aux États-Unis, contrebalancée par une bonne croissance de la vente des accélérateurs.

Le résultat d'exploitation récurrent avant intérêts et impôts (REBIT) continue de s'améliorer, comparé au 1^{er} semestre 2012, grâce à la mise en œuvre du programme de productivité et d'efficacité décidé par l'entreprise. À périmètre constant, la marge brute est passée de 39,9% au cours du 1^{er} semestre 2012 à 42,2% au 1^{er} semestre 2013 et les frais d'exploitation ont chuté à 3,2 millions d'euros (soit une baisse de 8,8%). Par conséquent, le REBIT de l'entreprise enregistre une hausse de 30,8% au cours du 1^{er} semestre 2013, passant de 6,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 pour atteindre 8,3 millions d'euros pour la

même période en 2013, avec des marges opérationnelles en hausse de 8,5% pour le 1^{er} semestre 2013 contre 6,0% l'année dernière.

Des événements non récurrents, principalement liés au litige du projet à Essen et à des dépenses de restructuration (licenciements, fermeture de l'usine en Chine qui se monte à 1,2 millions d'euros) atteignent un total de 4,7 millions d'euro (contre 22,4 millions en 2012). Le bénéfice net après impôts provenant des activités poursuivies s'élève quant à lui à 1,8 millions d'euros (contre une perte nette de 21,7 millions en 2012 pour la même période), influencée positivement par la comptabilisation d'actifs d'impôts différés qui proviennent de nouvelles estimations faites de l'utilisation potentielle future de pertes fiscales reportées.

En intégrant la contribution bénéficiaire des activités abandonnées qui se montent à 2,3 millions d'euros (contre 20,3 millions au 1^{er} semestre 2012), IBA annonce un bénéfice net de 4,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 (contre une perte nette de 1,4 millions d'euros pour la même période en 2012).

Les flux de trésorerie opérationnel nets pour les 6 premiers mois de l'année montrent un déficit de 25,2 millions d'euros qui s'explique par :

- Un flux de trésorerie opérationnel positif qui s'élève à 9,5 millions d'euros (contre un flux négatif à 3,9 millions d'euros l'année dernière)
- Une variation négative du fonds de roulement de 35,3 millions d'euros (contre une variation négative de 54,1 millions d'euros en 2012).

Le flux de trésorerie d'investissement s'élève à 7,1 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2013 dont 1,3 millions d'euros ont été investis dans le JV en vue du développement de nouvelles molécules avec IBA Molecular et 3,8 millions prêtés à Procure comme convenu dans le contrat de partenariat existant entre les deux parties, afin que Procure développe le marché de la protonthérapie aux Etats-Unis. Le flux de trésorerie positif de 50,7 millions d'euros enregistré au 1^{er} semestre 2012 incluait le paiement initial effectué par SK Capital Partners pour l'acquisition de 60% d'IBA Molecular.

La rentrée de fonds de 8,4 millions d'euros liées au financement provient d'un prélèvement additionnel sur le prêt de 10 millions accordé par la SRIW (portant la dette à 20 millions d'euros), duquel les remboursements effectués à la BEI sont déduits ainsi que les intérêts courant sur la période. La dette nette, y compris Bioassays, s'élève à 58 millions d'euros à fin juin (contre 28,3 millions d'euros au 31 décembre 2012) et inclut également le crédit fournisseur de 31,2 millions d'euros du contrat Trento.

Guidance

Le marché de la protonthérapie poursuit sa belle progression et nous sommes tout particulièrement contents que les gouvernements du Royaume Uni et des Pays-Bas se soient engagés à augmenter leurs dépenses en équipements de protonthérapie dans un avenir proche. Dès réception de l'approbation de la FDA pour le Proteus[®] ONE, prévue en 2014, nous nous réjouissons de pouvoir pénétrer davantage le marché des systèmes compacts.

Le carnet de commandes des divisions de protonthérapie et accélérateurs de 211 millions d'euros reste des plus encourageants même si les problèmes de planning des clients nous empêchent d'estimer précisément quand les commandes deviendront sources de revenus. IBA espère toujours pouvoir vendre 8 salles de traitement en 2013 et de bonnes prises de commandes pour les accélérateurs au 2^{ème} semestre, surtout en provenance des pays émergents. Cet état de fait, combiné au ralentissement observé en dosimétrie, a conduit IBA à revoir ses prévisions de vente légèrement à la baisse en 2013 contre la légère hausse prévisionnelle donnée en mars dernier. Malgré cela, IBA s'attend à ce que sa rentabilité opérationnelle s'améliore dans la 2^{ème} partie de l'année vu les restructurations et les initiatives prises en vue d'augmenter l'efficacité menées en Belgique, en Chine et aux Etats-Unis. IBA prévoit toujours des résultats nets positifs pour 2013 et confirme sa prévision d'une marge de 10% de REBIT pour 2014. A moyen terme, IBA croit fermement qu'elle pourra atteindre une croissance annuelle moyenne de ses revenus de 5 à 10% au cours des 3 prochaines années et qu'elle pourra recommencer à verser des dividendes à ses actionnaires.

IBA espère pouvoir réduire sa dette nette à un niveau de 10 à 25 millions d'euros d'ici la fin de l'année une fois que les rentrées afférentes au projet Trento, à la cession de Bioassays et à la vente de salles de traitement additionnelles auront été comptabilisées.

* *Proteus[®] ONE est le nom commercial d'une nouvelle configuration du Proteus 235, comprenant certains développements soumis à un examen par les autorités compétentes (FDA, organismes de contrôle européens, etc.) avant d'être commercialisée*

7.3 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événements postérieurs après le 30 Juin 2013.

7.4 Déclaration des Dirigeants

Ces états financiers consolidés condensés intermédiaires ont été établis par le Chief Executive Officer (CEO) Olivier Legrain et le Chief Financial Officer (CFO) Jean-Marc Bothy. A leur connaissance : ils sont établis conformément aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine et

des résultats consolidés. Le rapport de gestion semestriel contient un exposé fidèle sur les événements importants et les principales transactions avec les parties liées pour le premier semestre de l'exercice 2013 et sur leur incidence sur le jeu d'états financiers consolidés condensés intermédiaires, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles la Société est confrontée.

7.5 Gouvernance d'Entreprise

A l'occasion de l'Assemblée Générale de 2013, les changements suivants sont survenus dans la direction de l'entreprise :

- Le mandat d'Yves Jongen en tant qu'administrateur interne a été renouvelé
- Le mandat du Professeur Mary Gospodarowicz, nommée en tant qu'administrateur indépendant par le conseil d'administration du 29 août 2012, a été ratifié
- Katleen Vandeweyer Comm. V. a été nommé administrateur indépendant
- L'assemblée a pris acte de la reprise du mandat Pierre Mottet (administrateur interne) par Saint-Denis SA, représenté par M. Pierre Mottet
- Le mandat de Bayrime SA en tant qu'autre administrateur a été renouvelé
- M. Pierre Scaillet a été nommé en tant qu'autre administrateur.

Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires IFRS au 30 juin 2013



Ernst & Young
Réviseurs d'Entreprises
Bedrijfsrevisoren
De Kleetlaan 2
B - 1831 Diegem

Tel: +32 (0)2 774 91 11
Fax: +32 (0)2 774 90 90
ey.com

Rapport du commissaire aux actionnaires de la société anonyme Ion Beam Applications sur la revue limitée des états financiers intermédiaires résumés et consolidés clos le 30 juin 2013 et pour la période de 6 mois se terminant à cette date

Introduction

Nous avons procédé à la revue limitée du bilan intermédiaire résumé et consolidé de Ion Beam Applications (la "Société"), et de ses filiales (communément, le « Groupe »), ci-joint, arrêté au 30 juin 2013, ainsi que du compte de résultats intermédiaire, résumé et consolidé, de l'état consolidé du résultat global, de l'état des variations des capitaux propres consolidé, et du tableau de flux de trésorerie consolidé y afférent pour la période de 6 mois se terminant à cette date ainsi que des notes explicatives, communément, les « Etats Financiers Intermédiaires Résumés et Consolidés ». Ces états montrent un total du bilan consolidé de € (milliers) 335.068 et un bénéfice consolidé pour la période de 6 mois de € (milliers) 4.129. La préparation et la présentation des Etats Financiers Intermédiaires Résumés et Consolidés conformément à l'International Financial Reporting Standard *IAS 34 Information Financière Intermédiaire* ("IAS 34") approuvé par l'Union Européenne relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une conclusion sur ces Etats Financiers Intermédiaires Résumés et Consolidés, basée sur notre revue limitée.

Etendue de notre revue

Nous avons effectué notre revue limitée conformément à la norme internationale ISRE 2410 « *Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité* ». Une revue limitée de l'information financière intermédiaire comprend la réalisation d'entretiens, essentiellement avec le personnel de la société responsable des matières financières et comptables, l'application de revues analytiques ainsi que d'autres travaux. L'étendue de ces travaux est largement moins importante que celle d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit (ISA's) et, de ce fait, fournit moins d'assurance de découvrir tous les éléments importants qui seraient révélés par un contrôle plénier. Par conséquent, nous nous abstenons d'exprimer une opinion d'audit.

Société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée
Burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen
RPM Bruxelles - RPM Brussel - 112.2...-B.T.B. BE 0446.334.711
Banque BNP Paribas Fortis Bank 210-0905900-69

A member firm of Ernst & Young Global Limited



**Rapport du commissaire du 28 août 2013 sur la revue limitée
des états financiers intermédiaires résumés et consolidés
de Ion Beam Applications SA arrêtés au 30 juin 2013 (suite)**

Conclusion

Sur la base de notre revue limitée, aucun élément n'a été révélé qui impliquerait que les Etats Financiers Intérimaires Résumés et Consolidés ci-joints ne donnent pas une image fidèle de la situation financière du Groupe au 30 juin 2013, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période de 6 mois se terminant à cette date, conformément à IAS 34, tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Paragraphe explicatif

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur la note 6.11 reprise dans les Etats Financiers Intérimaires Résumés et Consolidés laquelle décrit les éléments d'incertitude qui subsistent dans le cadre des demandes de dédommagements de l'acheteur de l'activité radiopharmaceutique cédée en 2012. Le conseil d'administration a pris certaines hypothèses de résolution du différend qui pourraient s'écarter de manière significative de sa résolution effective.

Diegem, le 28 août 2013

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL
Commissaire
représentée par

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Blockx', written over a light blue horizontal line.

Martine Blockx
Associée

14MB0006